

et de répression qui était compatible avec le respect le plus scrupuleux de la convention de Lalla-Marnia, si bien qu'après trente ans, nous avions, dans le Sud-Oranais, une situation moins forte qu'au temps de l'expédition du général de Wimpffen. Il était démontré, une fois de plus, que notre influence serait toujours en rapport direct avec notre force et avec l'usage que nous saurions en faire, et que notre politique ne pourrait obtenir aucun succès si nous ne prouvions pas que nous étions les plus forts, en même temps que les plus loyaux.

Mais, du moins, consciemment ou non, nous avions obtenu ce résultat de ne pas ouvrir, avant l'heure, la question du Maroc : à certains moments critiques où, autour du sultan, les hommes qui représentaient l'influence britannique cherchaient à provoquer, de notre part, des représailles qui eussent servi de prétexte à une intervention anglaise, nos pires faiblesses sur la frontière oranais, comme la démolition du bordj de Djenien-bou-Reszg, en 1885, firent notre force au Maroc et firent avorter les combinaisons de nos rivaux. Sans doute les officiers et les soldats qui montaient depuis tant d'années une garde vigilante dans les marches algéro-marocaines souffraient, avec une admirable abnégation, de leur inaction et de leur impuissance, et, campés sur le steppe brûlant, ils regardaient de loin, avec envie, les ombrages de Figuig, mais du moins l'avenir était réservé et la question du Maroc restait intacte. M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, pouvait dire, en toute vérité, le